

VENREDI 3 FÉVRIER 2012

# LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Environnement](#) > [Actualités sur l'environnement](#) > [Rapport de la Société royale du Canada - Le Canada abandonne ses océans](#)

## Rapport de la Société royale du Canada - Le Canada abandonne ses océans

Louis-Gilles Francoeur 3 février 2012 Actualités sur l'environnement



Photo : Agence Reuters Bob Strong

Un bateau de pêche dans l'Atlantique Nord. Des années 60 à aujourd'hui, le déclin des cinq principales espèces marines a atteint 90 % au Canada, soit un des pires bilans de la planète.

Le gouvernement fédéral abandonne à leur déclin croissant les trois océans qui bordent le Canada et qui sont aux prises avec une chute marquée de leur biodiversité, avec les changements climatiques et une aquaculture dévastatrice pour les habitats et les espèces maritimes sauvages.

C'est ce que conclut un panel d'experts mandatés par la Société royale du Canada, le corps scientifique indépendant du plus haut niveau au pays, pour faire le point sur l'état de la biodiversité des océans Pacifique, Atlantique et Arctique.

Même si huit des dix provinces et les trois territoires sont baignés par un océan, même si le Canada possède le plus long territoire côtier de la planète avec 220 000 kilomètres de rives et qu'avec leurs 7 millions de kilomètres carrés, nos océans couvrent l'équivalent de 70 % du territoire canadien terrestre, « nous laissons tomber nos océans », conclut cette étude percutante.

Le problème central, notent les scientifiques, n'est pas le manque de connaissances sur le déclin de nos espèces maritimes, écrivent-ils: le problème, « c'est que les océans ne sont pas une priorité gouvernementale et que ça se voit », précise le rapport.

### Conflit d'intérêts

La nouvelle loi fédérale, qui a plus de dents, confère toujours, disent-ils, trop de pouvoirs arbitraires au ministre titulaire de Pêches et Océans qui peut mettre de côté les conclusions de la science au

profit de motifs «politiques», précise le rapport avec retenue. De plus, ce ministre et son ministère sont aux prises avec un «conflit d'intérêts» permanent entre une mission de développement des activités commerciales des espèces marines et une mission de conservation qui passe systématiquement au dernier rang.

Cela se traduit sur les trois fronts principaux du ministère — les changements climatiques, les pêcheries et l'aquaculture — par une absence de politiques rigoureuses, un laxisme chronique à l'endroit des pratiques des industriels et une application déficiente des règles en place.

Résultat: en 50 ans, soit des années 60 à aujourd'hui, le déclin des cinq principales espèces marines a atteint 90 %, soit un des pires bilans de la planète. Les espèces en cause sont principalement exploitées dans l'Atlantique. Il s'agit de la morue, de la plie, du sébaste, du grenadier de roche et de la raie tachetée.

Sur la côte du Pacifique, plusieurs espèces, comme les saumons Chinook, ont des difficultés à se reproduire en raison de l'acidification des océans et des cours d'eau qui absorbent ensemble 84 % du carbone émis par les combustibles fossiles. Cette acidification menace des espèces d'eau douce, mais elle frappe surtout les coraux, les moules, homards et autres mollusques, qui vont avoir de plus en plus de difficulté à se doter de coquilles ou de carapaces solides.

Une des principales failles des politiques de protection réside dans le fait que les 791 zones officiellement protégées ne protègent en réalité que 1 % de ses zones marines, contre 9,4 % pour les milieux terrestres. Cela permet aux navires-usines de traquer partout les poissons et de détruire avec leurs filets et dragues les habitats de reproduction et de survie.

Le rapport de la Société royale recommande en priorité de régler définitivement le conflit d'intérêts entre les missions confiées à Pêches et Océans, de réformer les politiques en fonction de critères scientifiques et du principe de précaution, d'appliquer strictement les lois et règlements en place et de définir des objectifs de restauration sur la foi d'indicateurs rigoureux. Le Canada n'en a pas, mais ceux mis au point par l'Université Yale, indique le rapport, placent présentement les politiques canadiennes de protection de la biodiversité au 125e rang sur les 127 politiques nationales analysées.

Canada (Pays), biodiversité, changement climatique, mer et océan

[Haut de la page](#)

